

Les requins du crédit

Au Royaume-Uni, plusieurs acteurs proposent des crédits à des taux vertigineux : 400, 2000, 30 000 % ! Dans un pays où le crédit est banalisé, tout est possible.

Dans l'Est londonien, les boutiques de prêt sur salaires côtoient les bookmakers © Antje Maroussi



JULIEN COLLINET

En 2012, l'histoire de Mike, un habitant de la région d'Ipswich dans l'est de l'Angleterre provoquait un profond émoi. Sur 17 années, ce père de famille avait remboursé plus de 90 000 £ (113 000 €) pour un prêt de seulement 250 £, soit un taux d'intérêt vertigineux de 35 800 % ! Mike a été victime d'un usurier. Les Britanniques appellent ces personnes qui pratiquent des crédits illégaux des « loan sharks ». Après des remboursements hebdomadaires de 30 £, les montants ont augmenté sans cesse. « Au

lieu de payer mon loyer ou mes factures d'électricité, je donnais tout mon argent au loan shark. Puis je lui empruntais à nouveau de l'argent pour payer mes dettes précédentes », raconte la victime. Si ce type de prêt est interdit en Grande-Bretagne, il reste pourtant courant. Ainsi, pendant les trois années qui ont suivi la crise de 2008, le nombre de ménages ayant emprunté auprès d'usuriers était en hausse de 22 %. « Les loan sharks agissent dans la clandestinité », explique Muna Yassin, directrice de Fair Money Advice, une association proposant de l'aide budgétaire. « Ils utilisent des méthodes mafieuses, intimident les gens. La culture du silence règne. » Ces usuriers, souvent implantés dans des quartiers populaires, prêtent de l'argent à une population ciblée. Aucun contrat n'est remis, mais ils exigent de leurs débiteurs des encaissements chaque semaine. Depuis quelques années, une campagne nationale a enfin permis de délier en partie les langues « Mais beaucoup de personnes ont encore honte ou peur. Les loan sharks font partie intégrante du quartier. En les dénonçant, on risque de se mettre tout son entourage à dos », poursuit Muna Yassin.

EN VILLE, LES AGENCES DE CRÉDIT FLEURISSENT

Mais des sociétés de crédit, tout à fait légales cette fois-ci, se basent sur des pratiques inconcevables en Belgique. Certaines ont même pignon sur rue. Depuis trois ans, Muna voit fleurir dans son quartier londonien des enseignes de Payday Loans. « Avant, les rues commerçantes étaient occupées par les grandes enseignes. Avec la crise, celles-ci ont disparu et ont laissé la place à des prêteurs sur gages, des bookmakers et des payday loans. » Ces sociétés de crédit rapide proposent une formule efficace. Elles prêtent de petits montants (quelques centaines d'euros), qui doivent être remboursés lorsque l'emprunteur reçoit son salaire. « Vous arrivez à des taux hallucinants dans la pratique. Souvent autour de 400 %, mais ils montent régulièrement à 2000 %. » Il est également possible de souscrire ce type de crédit à partir de son téléphone mobile ou depuis son ordinateur, par Internet, une réponse étant garantie dans les 15 minutes. « Certaines sociétés comme Wonga ciblent même les fêtards. Vous êtes en soirée, vous avez be-

Vous êtes en soirée, vous voulez continuer à boire ? Ouvrez un crédit !

soin d'argent pour continuer à boire, il vous suffit de sortir votre smartphone. Mais les utilisateurs ne se rendent pas compte. » Selon Fair Money Advice, la logique n'est pas de mettre les clients en défaut de paiement, mais de les pousser à reprendre un second crédit. « Si vous gagnez 900 £ et que vous en avez emprunté 400, vous devrez payer 550 le mois suivant. Il ne vous reste pas assez pour vivre, donc vous reprenez un crédit. »

DE VRAIS COW-BOYS

La hausse du coût de la vie, particulièrement à Londres, liée à la stagnation des salaires explique en partie ce phénomène. Mais, depuis la crise, les banques traditionnelles octroient beaucoup plus difficilement des crédits. Conséquence, une grande partie des citoyens se retrouvent exclus et sont obligés de se tourner vers des payday loans ou des loan sharks.

« Il existe aussi en Grande-Bretagne une culture totalement différente du reste de l'Europe », poursuit Muna Yassin. « Depuis 25 ans, nous avons grandi dans une société où prendre un crédit pour acheter un objet que l'on désire est banalisé. Vous êtes aussi jugé sur votre situation économique. Si vous êtes pauvre, vous êtes particulièrement stigmatisé. Le statut social passe par l'argent. Les effets sociaux de la dette sur la santé mentale des gens sont corrosifs. Si vous avez un défaut de crédit, vous êtes fiché pendant six ans avec les risques d'exclusion financière que cela implique. » Depuis un an, le gouvernement de David Cameron entend s'attaquer au phénomène « Ce ne sont que les prémices et beaucoup de mal a déjà été fait. On a laissé libre cours aux payday loans et ils se sont comportés comme des cow-boys : vendez, vendez, vendez et exploitez chaque client autant que possible ! »

Un marché belge plus réglementé

À l'intérieur de nos frontières, si le crédit fait encore beaucoup de dégâts, la réglementation est toutefois plus encadrée. Ainsi, la loi limite les TAEG¹ à 18,5 % par an dans le cadre d'une vente à crédit ou d'un prêt à tempérament. Si le prêt est supérieur à 1250 € ou s'il concerne un autre type de crédit (ouverture de crédit, location-financement), ce taux maximum diminue. Bien loin des taux pratiqués outre-Manche donc, mais cela n'inclut pas les éventuelles indemnités et pénalités de retard. Cette année de nouvelles mesures sont entrées en vigueur (voir page Actualités). La dernière modification de la loi sur le crédit à la consommation date de 2012. Entre autres, elle fixe désormais le montant maximum des frais pour un crédit sans intérêt maximal à 4,17 €. En effet, en 2011, Ferratum une société finlandaise ciblant principalement les jeunes, proposait des crédits pour de petits montants. Un simple SMS suffisait pour emprunter des sommes variant de 50 à 200 €, remboursables en 30 jours maximum et sans taux d'intérêt. Des frais de gestion très élevés étaient cependant appliqués : 10 € pour un crédit de 50 € ; 49,99 pour un crédit de 200 €, correspondant à des taux annuels de 300 % ! Un acteur propose toujours aujourd'hui des crédits par SMS (Payday.be). La législation l'oblige toutefois à limiter les frais de gestion à 2 € pour un crédit de 50 € remboursable sur deux semaines. Ce qui correspond tout de même à un taux annuel de 96 %. Un vrai taux d'usurier !

1. Taux annuel effectif global, correspondant au coût global du crédit sur un an exprimé en pourcentage. Il inclut les intérêts, mais aussi les frais de dossier.



Réveillez le cochon qui dort sur vos idéaux ! Financité